

c'était certainement le cas en 1947. Les décideurs étaient à la recherche de mesures à long terme pour stimuler l'économie, principalement par l'entremise des négociations commerciales multilatérales à Genève, mais ils étaient aussi confrontés à des difficultés à court terme, qui avaient un impact immédiat sur les relations extérieures du Canada. Ils étaient notamment aux prises avec une pénurie de devises américaines. Le Canada avait toujours enregistré un déficit du compte courant dans ses échanges avec les États-Unis, mais ses exportations vers la Grande-Bretagne et l'Europe l'emportaient largement sur ses importations et les paiements étaient effectués en devises aisément convertissables en dollars américains. Après la guerre, toutefois, les recettes européennes du Canada n'étaient plus aussi automatiquement convertissables et, en 1947, la pénurie de devises américaines fut suffisamment grave pour exiger une attention immédiate du gouvernement. Consternés par ce problème, les officiels canadiens furent enclins à en imputer la raison aux crédits et aux prêts énormes consentis à la Grande-Bretagne et à l'Europe de l'Ouest ainsi qu'à la lenteur de la reprise économique dans les pays en cause<sup>10</sup>. Le haut-commissaire à Londres, Norman Robertson, recommanda de conclure un accord commercial réciproque avec les États-Unis pour renforcer la position du dollar et éviter d'avoir à se fier indûment aux Européens, qui envisageaient eux-mêmes un accord d'union douanière. Il est difficile de voir comment ce remède aurait pu avoir les résultats escomptés, mais il est révélateur que ce diplomate très respecté ait entrevu une intégration beaucoup plus étroite de l'économie nord-américaine (document 894).

On doit toutefois se garder d'exagérer le rôle des États-Unis dans l'élaboration de la politique extérieure du Canada. «Nous étions tous des hommes de l'Atlantique», se remémora Charles Ritchie au sujet de cette époque<sup>11</sup>; en d'autres termes, les intérêts et les attitudes étaient incontestablement axés sur les États-Unis, mais aussi sur la Grande-Bretagne et sur l'Europe occidentale. Certains décideurs ont parfois avancé que le Canada était une puissance du Pacifique, mais ce n'était pas le cas. En fait, la Grande-Bretagne restait, dans une remarquable mesure, le point de mire de la diplomatie canadienne. De Whitehall venait l'essentiel des renseignements dont disposait Ottawa dans les affaires internationales, et la Grande-Bretagne était pour le Canada la meilleure filière par laquelle il pouvait suivre les délibérations des puissances plus grandes. Mais il y avait beaucoup plus. «La vaste majorité de ceux qui vivaient dans la partie septentrionale de l'Amérique du Nord, a fait observer Kim Nossal, s'étaient toujours sentis unis par des liens transatlantiques tels la naissance, la famille, l'origine nationale, l'inspiration politico-culturelle, le commerce et même, ont prétendu certains, la dépendance psychologique<sup>12</sup>». L'observation était, relativement parlant, moins pertinente en 1947, quoique King n'était pas seul parmi les politiciens et les fonctionnaires à

<sup>10</sup>W. C. Clark à Pearson, 6 septembre 1947, ANC, Documents de King, J1, volume 423.

<sup>11</sup>Allocution à la conférence «Le Canada, les États-Unis et l'Alliance atlantique», Institut polytechnique Ryerson, Toronto, avril 1987.

<sup>12</sup>«A European Nation? The Life and Times of Atlanticism in Canada», in John English et Norman Hillmer (sous la direction de), *Making a Difference? Canada's Foreign Policy in a Changing World Order* (Toronto, 1992), p. 81.